



L'ÉCOLOGIE A BESOIN DE SERVICES PUBLICS

LES SERVICES PUBLICS ONT BESOIN D'AGENTS RECONNUS

Chaque jour qui passe rend plus urgente la nécessité de se mobiliser pour préserver notre planète et ses habitants.

Sans des mesures fortes et rapides aux échelons international, européen, national et territorial, les conséquences des multiples agressions environnementales seront irréversibles.

Cette justice écologique dont nous avons tant besoin est indissociable de la justice sociale.

Car, comme toujours, les crises quelles qu'elles soient, touchent d'abord les plus précaires, les plus pauvres.

C'est dire combien un tel combat est celui de toute la CGT.

Il faut rappeler quelques vérités :

- ✓ Les 100 plus grandes compagnies mondiales sont responsables de 70 % des émissions de gaz à effet de serre ;
- ✓ 1 % de la population la plus riche a une empreinte carbone 40 fois supérieure aux 10 % les plus pauvres.

Pour répondre aux enjeux considérables qui sont devant nous, d'autres politiques sont indispensables que celles qui baissent le pouvoir d'achat, qui précarisent toujours davantage, qui ne s'attaquent pas aux modes de production et qui font du profit des entreprises leur principal objectif.

Il n'y aura pas de véritables solutions à l'urgence climatique et écologique en dehors de politiques fortes et ambitieuses appuyées sur des services publics développés et renforcés.

Or, depuis des années, les gouvernements successifs ont mis en œuvre des politiques d'austérité, coupant de manière massive dans les budgets, amputant les administrations de milliers d'emplois et procédant à des démantèlements des services au cœur des politiques publiques touchant l'environnement.

De ce point de vue, il y a aussi urgence quant à l'octroi des moyens nécessaires aux administrations de contrôle chargées de faire respecter les normes environnementales et de sanctionner celles et ceux qui fraudent. Il y a aussi urgence à réhabiliter la dépense publique et mobiliser les fonds publics nécessaires à des investissements conséquents et créateurs d'emplois dans les politiques publiques de l'environnement, du transport, du logement, de l'énergie, etc.

Ces politiques d'austérité frappent de plein fouet les agents de la Fonction publique en baissant leur pouvoir d'achat, en détériorant leurs conditions de travail, en mettant gravement en péril leurs missions.

À l'heure où le pouvoir exécutif entend aussi s'attaquer à nos régimes de retraite avec une contre-réforme systémique, la CGT entend bien tout faire pour élever le rapport de force.

C'est pourquoi notre organisation syndicale appelle tous les agents à se mobiliser les 20, 24 et 27 septembre pour l'urgence écologique et l'urgence sociale, pour le pouvoir d'achat, la sauvegarde de nos retraites et le développement des services publics.



Montreuil, le 12 septembre 2019